

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

28 novembre 2013

Faits saillants

1. En RPDC, en dépit d'une légère diminution de la superficie ensemencée, la production agricole globale de 2013/14 est estimée en hausse d'environ 5 pour cent.
2. Au total, 5,98 millions de tonnes de denrées alimentaires (parmi lesquelles riz paddy, céréales, soja et pommes de terre en équivalent céréales) devraient être produites en 2013/14 par les coopératives agricoles, les parcelles sur les terrains en pentes et les jardins potagers. Cette estimation comprend la récolte de la campagne principale de 2013 qui s'est achevée et les prévisions concernant les cultures précoces de 2014. Après conversion du riz paddy en riz usiné et du soja en équivalent céréales, les estimations établissent la production alimentaire totale à 5,03 millions de tonnes environ.
3. Les précipitations anormalement précoces et violentes tombées en juillet et au début août ont compromis les rendements de maïs et de soja mais n'ont guère eu d'incidence sur le riz paddy.
4. La production de soja a accusé un recul pour la deuxième année consécutive, en raison d'une diminution de 6 pour cent des rendements. La campagne principale de pommes de terre a été bonne cette année, ce qui est de bon augure pour les disponibilités de semences en vue des cultures précoces de 2014. Toutefois, les disponibilités de semences pour les campagnes mineures de blé d'hiver et d'été ainsi que d'orge sont un problème, du fait du recul de la production ces quelques dernières années.
5. Selon les estimations de la Mission, les besoins d'utilisation s'élèvent au total à 5,37 millions de tonnes en équivalent céréales (riz en équivalent usiné) ; ainsi, il faudrait importer 340 000 tonnes de céréales pendant la campagne commerciale 2013/14 (novembre/octobre). À supposer que 300 000 tonnes de céréales soient effectivement importées, comme il est prévu officiellement, la Mission estime à 40 000 tonnes le déficit vivrier à couvrir pour la campagne commerciale en cours. Il s'agit du déficit alimentaire le plus faible depuis de nombreuses années, ce qui s'explique par la hausse de la production en 2013.
6. En dépit des meilleures récoltes, la situation de la sécurité alimentaire reste inchangée par rapport aux années précédentes, la consommation alimentaire de nombreux ménages étant médiocre ou mauvaise. La consommation de protéines et de graisses reste un sujet de préoccupation.
7. La Mission a noté les immenses difficultés logistiques du système de distribution publique et a donc des craintes quant à la rapidité et à la régularité des distributions de vivres.
8. Les marchés et mécanismes informels de troc et autres formes d'échange semblent toujours plus importants en ce qui concerne l'accès des ménages à la nourriture, en particulier dans les zones urbaines.
9. Sur le plan de la nutrition, la situation s'est améliorée ces dernières années; toutefois, les taux de retard de croissance restent élevés et les carences en micronutriments sont particulièrement préoccupantes.



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME**



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

10. Aux fins d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, la Mission recommande également qu'un appui soit fourni par le gouvernement et la communauté internationale dans les domaines suivants :

- i) **Agriculture** : pratiques agricoles durables, amélioration des incitations offertes aux agriculteurs tant pour les prix que pour les débouchés et développement de la mécanisation.
- ii) **Sécurité alimentaire** : développement des cultures de printemps et mise en œuvre de programmes de planification préalable et de réaction aux catastrophes.
- iii) **Nutrition** : amélioration de la diversité du régime alimentaire et des pratiques d'alimentation des enfants en bas âge et des femmes par le biais de diverses stratégies telles que modification des comportements, réforme des marchés et développement de la production animale et aquacole ; renforcement du traitement de la malnutrition aiguë grave et modérée et amélioration des pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

1. VUE D'ENSEMBLE

1.1 Organisation de la Mission

La Mission a rencontré des fonctionnaires de l'administration centrale, des provinces et des comtés et s'est rendue dans des coopératives agricoles, chez des ménages ruraux et urbains, sur des marchés de producteurs, des marchés urbains et dans des magasins d'État. Elle a rencontré le personnel des crèches, des services pédiatriques des hôpitaux, des centres de distribution publique et s'est entretenue avec le personnel des institutions des Nations Unies et des ONG.

La Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue en République populaire démocratique de Corée (RPDC) à la demande du gouvernement du 27 septembre au 11 octobre 2013, afin d'estimer les récoltes de la campagne principale de 2013, d'établir des prévisions concernant le volume des récoltes d'hiver et de printemps de 2014, d'évaluer les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2013/14 (novembre/octobre) et, d'évaluer la situation des ménages sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Compte tenu de l'importance de la zone géographique à couvrir, quatre équipes ont été constituées. Au total, elles ont visité 27 comtés situés dans l'ensemble des neuf provinces agricoles.

Au cours de neuf jours sur le terrain, les équipes se sont rendues dans 51 coopératives agricoles très diverses en termes de contribution à la production vivrière nationale (faible, moyenne ou élevée) et de vulnérabilité aux aléas climatiques (vagues de sécheresse et inondations).

Pour mieux comprendre la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la Mission a interrogé un échantillon de 77 ménages à l'aide d'un questionnaire structuré. Dans chaque comté, 2 ou 3 ménages ont été sélectionnés. Suivant la demande de la Mission, ces ménages pouvaient être membres d'une coopérative agricole ou tributaires du système de distribution publique. En définitive, l'échantillon comprenait 47 ménages tributaires du système de distribution publique, 29 coopératives agricoles et un ménage mixte. La Mission s'est rendue en outre dans 16 hôpitaux et 24 crèches afin d'évaluer la contribution des institutions publiques à la sécurité alimentaire globale. Elle a aussi visité neuf magasins d'État et trois marchés de producteurs. Elle a posé des questions précises sur l'état nutritionnel des enfants à des médecins, des infirmières et des gestionnaires de crèche.

L'échantillon ne peut être considéré comme représentant toute la population, car il est trop limité et n'a pas été établi de manière aléatoire sur le plan statistique. Les résultats présentés dans ce rapport devraient donc être considérés comme donnés à titre indicatif uniquement.

Les membres de la Mission représentaient un large éventail de compétences et de points de vue sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Des fonctionnaires internationaux et des consultants parlant le coréen ont accompagné les équipes sur le terrain. Quatre observateurs représentant respectivement la Commission européenne, l'Agence canadienne de développement

international (ACDI), l'Agence suisse de développement et le Bureau du Coordinateur résident des Nations Unies ont également participé à la Mission, soit d'un bout à l'autre soit à certains moments.

Le Gouvernement a communiqué à la Mission des chiffres officiels concernant la superficie cultivée et la production au niveau des comtés, des provinces et du pays, ainsi que des données sur les importations céréalières et l'aide alimentaire bilatérale, la démographie de chaque comté, les rations et les transferts alimentaires du système de distribution publique ainsi que sur la météorologie. La Mission a passé en revue ces données et, lorsque nécessaire, les a ajustées à la lumière d'entretiens avec des fonctionnaires et des responsables des coopératives agricoles, d'observation des cultures sur pied et engrangées, ainsi que d'une évaluation des données sur la pluviosité et la végétation obtenues par télédétection.

Pour la deuxième année consécutive, la Mission a pu évaluer les rendements des cultures en procédant à des coupes échantillons. Dans le cas du paddy, les cultures ont été coupées sur une parcelle circulaire mesurant 1 *pyong* (3,3 m²) dans un champ prêt à être récolté, et les semences ont été extraites et pesées. De même, pour le maïs, des épis ont été prélevés sur des rangées occupant 1 *pyong*. Les grains ont ensuite été extraits et pesés. La teneur en humidité a été prise en compte dans le calcul des rendements effectué ensuite, plusieurs exploitations disposant de leur propre hydromètre. Les résultats de ces coupes-échantillons ont fait ressortir des rendements très proches de ceux signalés par les exploitations.

1.2 Production vivrière

La production vivrière totale (en équivalent céréales) devrait progresser de 5 pour cent en 2013/14 par rapport à l'an dernier, passant de 5,73 à 5,98 millions de tonnes; ainsi, compte tenu du taux d'usinage du riz, 5,03 millions de tonnes de denrées alimentaires seront disponibles pour la consommation intérieure cette année.

La Mission estime la production totale de 2013/14 à 5,98 millions de tonnes (y compris le paddy, les céréales, le soja et les pommes de terre en équivalent céréales), soit près de 5 pour cent de plus que l'an dernier. Ce chiffre comprend les cultures de la campagne principale ainsi que les cultures d'hiver et les cultures précoces produites par les coopératives agricoles, les exploitations sur les terrains en pente et les potagers. Les rendements du paddy ont augmenté de près de 11 pour cent par rapport à l'an dernier, tandis que ceux du maïs ont très légèrement reculé. En ce qui concerne le soja, les rendements moyens et la production ont baissé par rapport à 2012, marquant un recul pour la deuxième année consécutive. Dans l'ensemble, les gains de production enregistrés cette année sont attribuables à l'amélioration de la récolte de paddy rentrée cette année grâce aux conditions météorologiques généralement propices (précipitations précoces et abondantes suivies d'un temps sec favorable à la maturation).

Le printemps 2013 a été un peu plus frais que la normale. Ces conditions ont quelque peu retardé les semis, mais les effets du froid ont été atténués grâce à la fourniture de suffisamment de bâches en plastique pour favoriser la germination et l'émergence des cultures. La fourniture de bâches en plastique aux coopératives agricoles a nettement augmenté l'an dernier et s'est maintenue à un niveau similaire cette année. Toutefois, des progrès restent à faire dans ce domaine. La fin du printemps et le début de l'été (mai et juin) ont été plus secs que d'habitude dans de nombreuses régions du pays, contraignant parfois les agriculteurs à procéder au réensemencement du maïs.

La période des fortes pluies a commencé début juillet, soit un mois plus tôt que d'habitude, et s'est poursuivie durant tout le mois d'août; par ailleurs, en de nombreux endroits, la pluviosité a été supérieure aux maximales précédemment enregistrées en juillet. Suite aux inondations qui ont temporairement submergé les cultures et envasé les champs, quelques exploitations ont signalé des dégâts mineurs occasionnés aux cultures ainsi que des problèmes d'enracinement là où les champs de maïs ont été gorgés d'eau. En outre, les fortes pluies auraient gêné la pollinisation du maïs. La Mission a constaté que la formation des graines dans les épis au moment des récoltes était incomplète, ce qui confirme ces rapports. Le maïs a également souffert d'un ensoleillement insuffisant tout au long de l'été généralement nuageux. Le paddy n'a pratiquement pas souffert des fortes pluies tombées en juillet et a bénéficié d'un temps plus sec dans de nombreuses provinces en août et en septembre.

Les intrants agricoles ont été fournis cette année en quantités comparables à celles de 2012, avec une légère augmentation des tracteurs en état de marche. Les cultures n'ont guère souffert des ravageurs et des maladies.

Sur la base des besoins d'utilisation, qu'elle évalue au total à 5,37 millions de tonnes en équivalent céréales (riz en équivalent usiné), la Mission estime qu'il faudra importer 340 000 tonnes de céréales pour la campagne commerciale 2013/14 (novembre/octobre). À supposer que 300 000 tonnes de céréales soient effectivement importées, comme il est prévu officiellement, la Mission estime à 40 000 tonnes le déficit vivrier à couvrir pour la campagne commerciale en cours. Il s'agit du déficit alimentaire le plus faible depuis de nombreuses années, ce qui s'explique par la hausse de la production en 2013.

1.3 **Sécurité alimentaire et nutrition des ménages**

En dépit de l'amélioration constante de la production agricole, le système alimentaire de la RPDC reste très vulnérable aux chocs et de nombreuses lacunes existent, en particulier en ce qui concerne la production d'aliments riches en protéines. La majorité des ménages ont une consommation alimentaire médiocre ou mauvaise. Les ménages qui dépendent du système de distribution publique et n'ont pas accès à des potagers sont en général très vulnérables.

Outre le système de distribution publique, les ménages dépendent de différentes sources pour accéder à la nourriture: leur propre production à la ferme et dans les potagers, les magasins d'État, les marchés officiels et informels, le travail (dans les usines par exemple), la cueillette et les systèmes de dons et de troc. Il est difficile de savoir la place que tiennent les marchés en ce qui concerne l'accès à la nourriture, mais il semble que le commerce joue un rôle de plus en plus important dans la sécurité alimentaire des ménages.

La nutrition s'est améliorée ces dernières années; toutefois les taux de retards de croissance restent élevés et les carences en micronutriments sont particulièrement préoccupantes. Le régime alimentaire des enfants est peu diversifié, ce qui tient en grande partie à l'inadéquation de la nourriture fournie dans les institutions dont ils dépendent. Il est primordial de coordonner les efforts dans les domaines de la nutrition, de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement afin d'améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants.

Le présent rapport a été établi par Kisan Gunjal et Swithun Goodbody pour la FAO et Siemon Hollema, Katrien Ghoos, Samir Wanmali, Krishna Krishnamurthy et Emily Turano pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Liliana Balbi
Chef d'équipe, EST-SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org*

*Kenro Oshidari
Directeur régional, PAM
Télécopie: 0066-2-655-4413
Mél: Kenro.Oshidari@wfp.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.